



Les enfants royaux quittent la capitale.

A 7 h. 30 du soir, les Allemands pénétrèrent dans la ville. Les soldats belges continuant à tirer de l'autre côté de l'Escaut, les troupes allemandes contraignirent le Dr Van Winckel à les accompagner jusqu'au fleuve. Le soldat allemand qui se trouvait à sa droite fut tué ; celui qui se trouvait à sa gauche fut blessé grièvement.

Pendant la soirée, les Allemands pillèrent les caves de trois habitations qui étaient demeurées intactes après les événements des 4, 5 et 6 septembre. Toute la nuit, les officiers se livrèrent à une orgie sur la place du Marché-au-Lin, où deux grands feux avaient été allumés.

Le lendemain, 17 septembre, le bombardement de Termonde fut repris de 4 h. à 4 h. 45 de l'après-midi. Un obus tomba sur la tour de l'Hôtel de Ville qui prit feu. La bibliothèque communale, le dépôt des archives restèrent dans les flammes. Les tableaux, à l'exception de trois, purent être sauvés.

J'observai, du pays de Waes, l'incendie qui dévorait Termonde. Le souvenir de ce samedi m'est resté profondément ancré dans la mémoire. De nombreux groupes de fugitifs se retiraient vers St-Nicolas et Lokeren. En cette dernière ville, des trains attendaient les infortunés pour les transporter à Gand et à Bruges.

A Lokeren régnait une agitation fiévreuse. L'occu-



Termonde. — L'hôtel de ville, avant le bombardement.

pation de Termonde constituait une sérieuse menace pour Anvers, qui pouvait être coupée de la base du littoral. Déjà, à Lokeren, on prenait des mesures en vue de faire sauter le pont sur la Durme.

Nous avons signalé plus haut, dans le rapport de la Commission officielle d'enquête, que Termonde fut reprise par nos troupes.

L'autorité militaire devait à tout prix écarter le danger que présentait la situation : les Allemands ne pouvaient pas s'installer définitivement sur la rive gauche de l'Escaut et notre armée ne pouvait pas être enfermée à Anvers comme dans une prison.

La 1^{re} et la 6^e division reçurent l'ordre de reprendre Termonde, ce qui réussit sans trop d'efforts. L'heure du siège d'Anvers n'avait pas encore sonné et les Allemands ne semblaient pas vouloir attaquer sérieusement les ponts de l'Escaut entre Termonde et Gand.

Je visitai la ville au moment où elle fut reprise par nos troupes. J'en approchai du côté de la digue de Zele. Le grand pont était détruit, mais un pont de fortune reliait les deux rives. Pour être autorisé à pénétrer dans la ville il fallait être muni d'un passeport, qu'on devait aller chercher au village voisin de Grimbergen, bondé de militaires et où les artilleurs astiquaient leurs canons. Ces permis n'étaient guère faciles à obtenir. Encore qu'elle fût occupée par nos troupes, Termonde faisait partie du front.

Les Allemands avaient pris position en face de la gare, tandis que nos pioupious campaient près de la digue, derrière les remparts ou sous le couvert de retranchements construits à la hâte.

J'exposai qu'il était conforme à l'intérêt national de faire connaître par une description prise sur le vif,

la destruction systématique de Termonde, et j'obtins l'autorisation désirée.

Alors...

Oh ! je n'oublierai jamais cette promenade le long des maisons incendiées et des ruines amoncelées, parmi les débris de verre, les poutres calcinées, les amas de briques et de tuiles.

Souvent, à travers les ouvertures squelettiques qui furent jadis des fenêtres, mes regards se portaient sur les décombres noircis, les meubles en fer tordus et pénétraient jusqu'aux jardins où les fleurs suavement épanouies contrastaient avec l'œuvre de destruction sauvage accomplie par les hommes.

Ça et là des habitants fouillaient les cendres, espérant y trouver quelques restes de leurs biens, mais ils ne trouvaient rien, ou si peu de chose ! D'autres, las de leurs vaines recherches, s'étaient affaissés au milieu des décombres et, la tête cachée entre les mains, pleuraient leur ruine, leur misère, l'anéantissement de leur propre foyer et de leur chère ville.

D'autres ne versaient pas de larmes, mais vous regardaient d'un air si triste, si navrant, qu'on aurait voulu les prendre par la main, afin de pleurer avec eux pour toutes ces épreuves imméritées, pour cette grande affliction de Termonde et de la Belgique.

Par endroits quelques maisons étaient restées debout ; on y lisait cette inscription en allemand : « Braves gens. Ne pas mettre le feu ».

Mais alors, ces autres habitants, ces vieillards, ces hommes, ces femmes et ces enfants qui erraient parmi les ruines, quel était donc leur crime ? Ces impotents, que le samedi j'avais aidés à monter dans le train, ces aveugles, ces orphelins, de quel méfait s'étaient-ils rendus coupables envers la puissante armée allemande ?

Partout on ne voyait que ruine et désolation.

J'arrivai jusqu'à la brèche. Nos vaillants petits soldats se hissaient prudemment jusqu'au sommet des remparts pour épier l'ennemi qui se cachait dans les fourrés, là-bas, près de la gare.

Derrière les barricades nos hommes veillaient.

On me conseilla de quitter la ville, car Termonde était englobé dans le front et je dus m'y résigner, mais c'est avec regret que je quittai la malheureuse cité.

Et Termonde avait été si gaie, si pimpante sous la ceinture de ses vieux remparts.

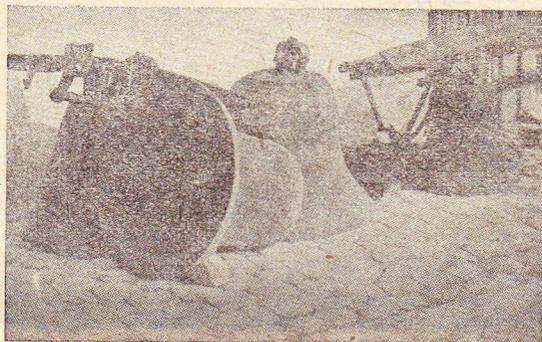
L'hôtel de ville (naguère la halle aux draps) avec son élégant beffroi, la Maison des Bouchers, le musée et la vieille église Notre-Dame étaient des monuments remarquables. A ce moment le beffroi se dressait encore au-dessus des ruines et arborait fièrement le drapeau belge. Il devait être anéanti plus tard.

Beaucoup de maisons contenaient de riches tableaux, des meubles anciens et de vieux cuivres. Tout ces trésors furent détruits.

Détruits, le bien-être, la vie calme et heureuse d'une foule de gens.

Détruites aussi des vies humaines, à Termonde et dans les malheureux villages des environs, tels Saint-Gilles et Lebbeke, dont un grand nombre d'habitants furent déportés en Allemagne pour y subir une dure captivité.

D'autres habitants furent fusillés, enterrés, puis exhumés pour être respectueusement déposés en terre bénie.



Termonde. — Les cloches du beffroi jetées sur le sol.



Termonde. — L'hôtel de ville, après le bombardement.

Plus tard beaucoup d'habitants rentrèrent dans la ville et s'installèrent dans des caves, dans les rares maisons restées debout, ou construisirent petit à petit des baraquements, en attendant des jours meilleurs.

Je revis Termonde à l'armistice. Peu ou point de maisons avaient été reconstruites. On n'y voyait encore que quelques petits abris maçonnés, comme des stands d'exposition. C'étaient pour la plupart de petits magasins ou des cafés. Les décombres avaient été déblayés et les rues en paraissaient encore plus désertes. Devant ces espaces vides étaient appendus des écriteaux. Et tout au fond habitait un coiffeur, un menuisier ou une famille bourgeoise.

En traversant un sentier mystérieux, nous arrivâmes au Béguinage, où les maisonnettes s'alignaient timidement autour de la chapelle en ruines.

Pourquoi les Allemands ont-ils détruit Termonde ? Cette question est toujours restée sans solution. Quelques habitants qui suppliaient qu'on épargnât la ville, reçurent des officiers, installés dans des fauteuils à la Grand' Place, cette réponse typique :

« C'est notre devoir d'incendier la ville. »

Mais pourquoi ?

COMMENT LA VILLE DE GAND ATTENDIT LES ALLEMANDS QUI NE VINRENT PAS

L'armée de von Boehn continua sa marche en avant. Après s'être fait photographier à Termonde, le général parut le 8 septembre à Oordeghem, sur la chaussée de Bruxelles à Gand.

A Quatrecht une escarmouche se produisit entre nos avant-gardes et quelques bataillons de volontaires. Les nôtres eurent le dessus. Quelques Allemands furent enterrés près d'une ferme. Ces tertres attirèrent l'attention inquiète des habitants. On avait déjà lu tant de choses au sujet de la guerre, mais cette fois elle semblait toute proche.

Nous nous rappelons encore quelques scènes dont nous fûmes témoins. J'en fis, à l'époque, la relation suivante :

« Une vieille paysanne dont le visage ridé trahissait le chagrin, s'était approchée doucement.

« C'est horrible tout de même d'être ainsi mis en terre, sans cercueil, dit-elle d'un air compatissant.

Et là, et plus loin, et là encore, il y en a d'autres. »

De sa main hâlée et noueuse elle désignait la contrée à la ronde.

« Oui ! » répondis-je et pour la faire parler, je continuai, en lui indiquant quelques maisons brûlées à ras du sol : « Voilà qui est horrible aussi, n'est-ce pas ? »

« Oui ! » répondis-je, et pour le faire parler, je con- nes gars et tous ces autres... » — et de nouveau sa main montra plusieurs monticules. — « Ils sont morts, monsieur... Les morts doivent dormir en paix. »

« Je ne puis être fâché contre ces morts, quoique ce fussent des Allemands. Mais je suis furieuse contre ceux-là, là-bas. » — Et elle étendit la main dans la direction du camp allemand. — « Ici reposent des morts et ceux-là, il faut les laisser en paix », répéta-t-elle.

De tels sentiments honorent un peuple. On nous apprit que les Allemands, après avoir enterré un officier dans le verger d'une métairie, dirent au fermier :

« Nous reviendrons pour mettre notre officier en bière et vous êtes responsable de cette tombe. Gare à vous, si elle est profanée ! »

De telles menaces sont superflues. En Belgique on ne profane pas les tombes et on n'y fait pas la guerre aux morts.

Devant la tombe de cet officier que nous avons visitée également, un freluquet se permit quelques paroles peu respectueuses, croyant faire preuve de bravoure. Un ouvrier qui avait entendu ces propos répondit :

« Mon bon monsieur, vous paraissez avoir beaucoup de courage en face de cet Allemand mort, mais si vous voyiez un Allemand vivant, vous seriez le premier à vous sauver. Nous autres, nous laissons les morts en paix. »

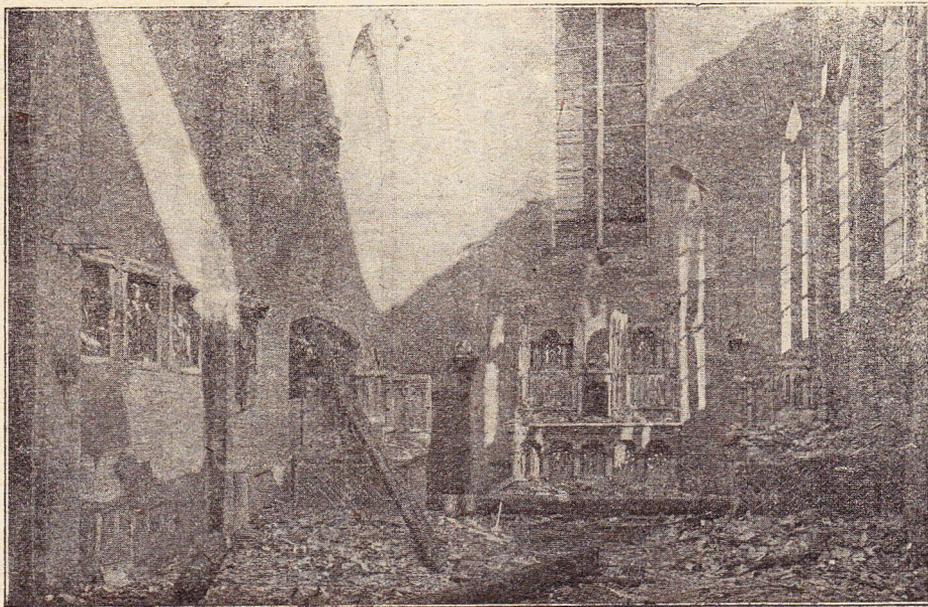
L'homme qui tient un pareil langage n'est pas un lâche et ne sera jamais le premier à prendre la fuite.

Et une telle attitude est pour le monde entier une digne réponse à la barbarie de nos ennemis.

La Belgique faisait des prodiges d'héroïsme, et, quoique petite, combien notre armée paraissait grande !

Cette guerre nous ne l'avions pas souhaitée, au contraire, nous y avions été entraînés et notre passé était vierge de toute souillure. Et la violence de la tourmente n'a pu transformer en des instincts barbares nos solides et excellents principes de moralité.

Les prisonniers et les blessés allemands ont été traités selon les lois de la guerre, que notre pays a



Termonde. — L'église saccagée.

scrupuleusement observées, de même que les engagements des traités.

C'est la meilleure réponse aux accusations de l'Allemagne.

Nous étions arrivés près de Quatrecht et nous suivions des yeux la large chaussée. Tout au bout de la route c'était le mystère, car plus loin, se trouvait le général von Boehn avec ses troupes.

Allait-il occuper le chef-lieu de la Flandre Orientale?

A Gand on s'attendait à cette éventualité. Mais von Boehn imagina un bon tour. Sa route ne menait pas à Gand; ses troupes devaient s'infléchir vers le sud, vers la France où leur présence était très nécessaire. Mais, le général avait l'occasion de ravitailler un peu son armée et il convoqua le bourgmestre Braun à son quartier général, à Oordeghem.

Le maître partit de grand matin et on attendait impatientement le résultat de l'entretien.

Le magistrat rentra vers 11 heures et aussitôt se propagea la nouvelle que les Allemands n'occuperaient pas la ville.

Mais ils avaient posé certaines conditions, que la ville accepta et dont voici un aperçu :

1. Les Allemands campés à Oordeghem n'entreront pas à Gand.

2. La ville de Gand n'aura pas à payer de contribution de guerre.

3. Tous les gardes civiques se trouvant encore dans la ville, seront immédiatement désarmés.

4. Tous les gardes civiques qui ont quitté la ville peuvent y rentrer à condition de se soumettre aux conditions précitées.

5. Tous les gardes civiques qui seront trouvés en possession d'armes, seront considérés comme franc-tireurs et passés par les armes.

6. Les gardes civiques désarmés pourront faire le service de la police, sous les ordres du bourgmestre.

7. La ville de Gand devra satisfaire aux réquisitions suivantes : 10.000 litres de benzine, 1.000 litres d'eau minérale, 150.000 kilos d'avoine, 100 bicyclettes, 10 motocyclettes, 25 pneus pour autos, des bandages, de la ouate hydrophile et des pastilles de sublimé pour blessés et malades, 100.000 cigares. Ces fournitures devront être remises mercredi soir, avant 6 heures, en même temps que les munitions et les fusils de la garde civique.

Réception par les troupes allemandes du général von Boehn, à Beirleghem, où il se rend. L'armée continuera ensuite sa marche vers la France.

A la nouvelle que les Allemands approchaient de la

ville, la garde civique avait été licenciée. Au « Sterre » on avait même détruit de grandes provisions de naphte. Le désarroi était général.

Les Allemands ne viendraient donc pas, mais il était aisé de comprendre que leur arrivée n'était que différée.

Cependant un incident faillit tout gâter.

Je me rappelle encore comment je me rendis en compagnie d'un ami à la demeure de ce dernier. A peine avions-nous ouvert la porte que la servante s'élança vers nous avec des larmes dans la voix :

« Oh, monsieur, les Allemands vont incendier la ville ! »

« Qu'est-ce que vous racontez ? »

« Oui, tout le monde le dit. »

Et effectivement une inquiétude subite s'était emparée de Gand. Bientôt nous apprîmes ce qui s'était passé.

Le bourgmestre était dans la ville depuis une heure à peine qu'on vit arriver une auto occupée par deux Allemands. Ces soldats semblaient s'être égarés. Dans la rue Neuve-St-Pierre, ils rencontrèrent une automitrailleuse, desservie par trois Belges.

L'un des Allemands saisit sa carabine. Les Belges mirent leur mitrailleuse en action. Les Allemands furent blessés. L'un d'eux leva les bras pour se constituer prisonnier.

Heureusement cette scène avait eu pour témoin le consul d'Amérique, M. Van Hee, près de la maison duquel l'incident s'était déroulé.

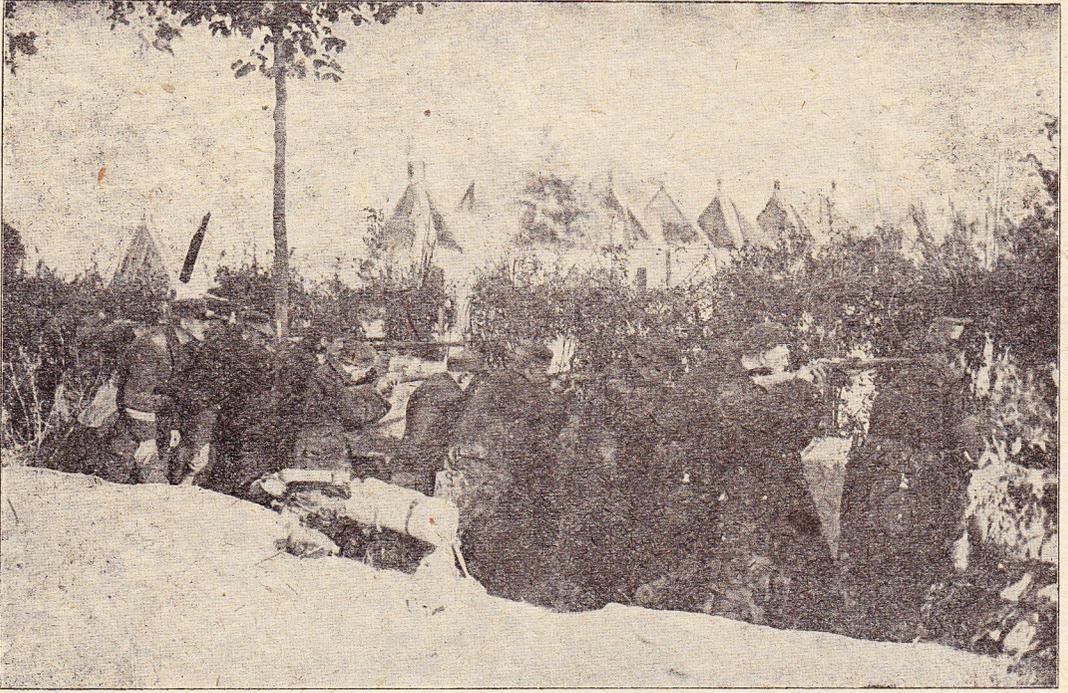
M. Van Hee se rendit immédiatement compte des conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter pour la ville. Sans perdre un instant il sauta dans son auto, alla chercher le bourgmestre et se rendit avec lui auprès de von Boehn.

En réalité Gand avait capitulé — encore que ce fût à l'intervention d'un civil — et l'incident était très malencontreux ! Et n'y avait-il pas lieu de craindre l'interprétation des Allemands ? Comment s'étonner qu'on songeât au sort de Louvain ?

Von Boehn entra d'abord dans une violente colère et menaça de châtier la ville. Van Hee exposa les faits et réussit à calmer le général.

A Gand on attendait de nouveau avec angoisse le résultat de l'entrevue.

Un peu après 5 heures, le bourgmestre rentra à l'hôtel de ville. Il était très heureux de pouvoir communiquer à la population que l'incident n'avait en rien modifié l'accord conclu dans la matinée. Le général avait stipulé seulement que le blessé resté à Gand ne



L'infanterie belge couvre la retraite.

pouvait être considéré comme prisonnier de guerre, mais qu'il était placé sous la protection des États-Unis jusqu'à sa guérison. Après quoi il fallait lui laisser la faculté de rentrer en Allemagne.

Dès le retour du bourgmestre eut lieu une réunion du conseil communal. A cette séance, le bourgmestre fit un rapport détaillé de ses pourparlers successifs avec le général allemand.

Des ordres furent aussitôt donnés pour réunir les fournitures réclamées par les Allemands. On devait les transporter, à l'aide des véhicules de la ville, jusqu'à Beirleghem pour les remettre aux troupes allemandes.

Dans l'entretemps, von Boehn continuait sa marche vers la France.

Dans son œuvre « La guerre dans les Flandres », Alexandre Powell raconte comment le lendemain Gand courut un nouveau danger.

Voici ce qu'il dit :

« Au cours de l'entretien entre le général von Boehn et M. Braun, le général constata que son attention avait été appelée sur des articles de journaux américains, portant la signature de E. Alexandre Powell, critiquant la façon dont les Allemands traitaient la population civile de la Belgique et il se dit au regret de n'avoir pas l'occasion d'en causer avec leur auteur et de l'initier à la version allemande. M. Van Hee lui révéla la curieuse coïncidence qui faisait que j'étais arrivé à Gand ce matin-là même. Aussitôt le général le pria de m'emmener dîner au quartier général le lendemain, et lui remit un sauf-conduit à mon intention.

Au matin, nous nous mîmes en route de bonne heure. Comme il n'eût été guère à propos d'introduire un chauffeur militaire belge dans les lignes allemandes, je conduisis ma voiture moi-même.

Nous n'avions pas encore franchi les limites de Gand, que des incidents commencèrent à se produire.

Dans une rue aboutissant à un quartier ouvrier, nous nous heurtons à une barrière formée par une foule de plusieurs milliers de Flamands très surexcités.

Au-dessus d'une mer de bras menaçants, de cannes brandies, de visages irrités, se silhouettent deux sol-

dats allemands qui, fusils en bandoulière, montent des chevaux de labour, visiblement dételés, à la hâte, de quelque camion.

Comme leurs infortunés camarades de la veille, ils se sont fourvoyés par erreur dans la ville. Au moment où nous approchons, la foule se rue vers eux avec ensemble. Un cri de ma sirène nous ouvre un sentier, et je dirige ma voiture à front des deux Allemands, très apeurés.

« Vite, fit Van Hee, en allemand. Quittez vos chevaux, montez dans notre auto ; dissimulez vos carabines, ôtez vos casques, et cachez-vous vous-mêmes dans le fond de la voiture ! »

La foule, voyant sa proie lui échapper, s'agitait autour de nous, avec des cris menaçants. Les choses semblaient prendre une vilaine tournure. Van Hee sauta sur le siège.

« Je suis le consul d'Amérique ! s'écria-t-il. Ces hommes sont sous ma protection. Vous êtes des civils attaquant des soldats allemands en tenue. S'il leur arrive malheur, votre ville flambra sous vos yeux. »

A ce moment, un Belge d'imposante taille se fraya, à coups d'épaule, un chemin à travers la foule et, s'élançant sur le marchepied, braqua son revolver sur les Allemands accroupis dans le tonneau. Rapide comme la pensée, Thompson (le photographe de Powell) fit dévier la main et l'arme du nouveau venu, tandis que je mettais l'auto en branle. Notre vaste voiture bondit en avant, éparpillant les gens devant elle.

Tout le monde l'avait échappé belle, mais surtout la ville de Gand, qu'aucune puissance terrestre n'aurait pu sauver de la vindicte allemande, si ces soldats avaient été tués par des civils. Le général von Boehn me le déclara lui-même.

Quelques instants plus tard, et de même qu'on passe tout à coup du sévère au plaisant au théâtre, un épisode bouffe vint succéder à l'incident tragique.

En pénétrant, avec un bruit d'ouragan, dans la petite ville de Sotteghem, le petit coin le plus endormi de la Belgique, nous aperçûmes, fusant du centre de la grand' place, une pyramide de grandes malles



Prisonniers allemands. Le premier salue le drapeau belge.

féminines, de malles d'hommes, de sacs de voyage et de valises. Au sommet de ce monument bizarre flottait un drapeau américain d'imposantes dimensions.

Nous stoppâmes. Aussitôt, concert d'exclamations, fait de tous les dialectes qui se parlent aux Etats-Unis, entre les Etats de la Californie et du Maine, et que parlaient, en l'espèce, une légion d'Américains émergeant d'un café du voisinage.

Il s'agissait d'un détachement égaré de la grande armée de touristes qui, au début des hostilités, s'était follement précipitée en sauve-qui-peut vers la côte, en jonchant l'Europe de son bagage abandonné.

Ce détachement avait été bloqué dans Bruxelles par la marée de l'invasion, et craignant maintenant, à tort où à raison, la famine dans la capitale brabançonne, avait résolu de prendre son élan — « de ramper » serait peut-être plus exact — vers Ostende, par le moyen de deux grandes charrettes de paysans.

A Sotteghem, les conducteurs de ces primitifs véhicules, apprenant l'approche des Allemands, avaient refusé de pousser plus avant et déposé en tas, sans plus de cérémonie, les voyageurs et leurs impédiments sur la place principale. Au moment de notre arrivée, les victimes de cette aventure se trouvaient là depuis un jour et une nuit, et commençaient à envisager cette grand' place de toute petite ville comme leur asile définitif. Elles formaient une société un peu mêlée, comprenant plusieurs opulentes femmes du monde, dont les autos avaient été réquisitionnées ; deux sémitantes institutrices de Brooklyn, un propriétaire de mines venant de la Virginie occidentale, un quaker de la Pensylvanie et un quatuor « de danseurs professionnels de tango », qui s'intitulaient « artistes » et se trouvaient en tournée à Bruxelles.

Van Hee et moi nous fouillâmes les environs et finîmes, non sans peine, par dénicher deux carrioles de ferme qui transporteraient cette hétéroclite assemblée à Gand. Pour un trajet de moins de 30 milles, les malins paysans demandaient modestement 400 fr. — qu'on leur donna.

Au moment où je perdis de vue mes compatriotes, ils étaient perchés au-dessus de leurs bagages, sur les deux charrettes, aux essieux grinçants, qui dégringolaient la route de Gand, l'énorme pavillon américain survolant leurs personnes. Ils chantaient en chœur et à tue-tête : « We'll never go there any more » (Plus jamais nous ne retournerons là !)

Powell rapporte ensuite son entretien avec le général von Boehn que nous avons reproduit.

Le général avait donc déjà dépassé Sotteghem. Ainsi que nous l'avons déjà dit, il suivait la route la plus directe vers la France.

A Gand, une grande confusion régnait au sein de la garde civique. Certains gardes avaient déjà — on prétend que ce fut sur l'avis de leurs officiers, — brûlé ou jeté à l'eau leur uniforme ; d'autres étaient partis. Et voilà que la garde devait reprendre le service, surtout entre Bruges et Gand.

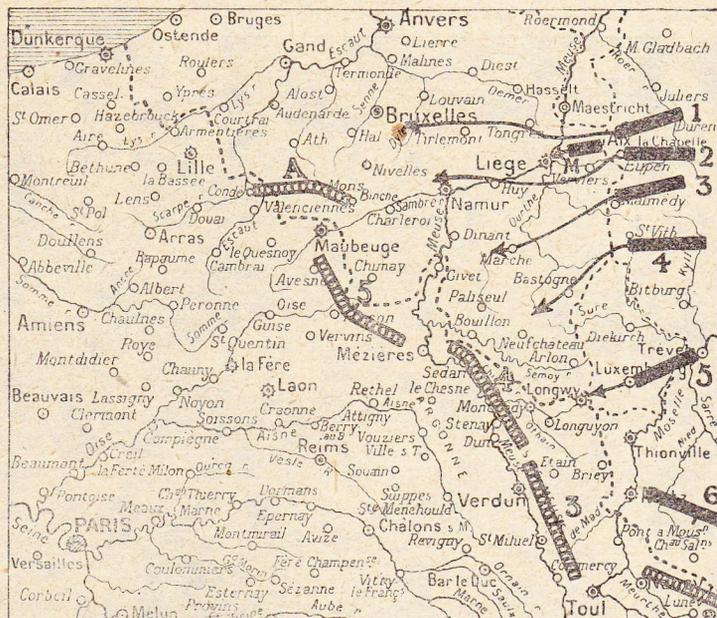
De ce fait un différend surgit entre l'autorité militaire et l'autorité communale. Mais il fut vite aplani et Gand connut alors une tranquillité relative.

La ville devint un asile pour les milliers de fugitifs qui affluaient de Malines, de Louvain, de Termonde et bientôt aussi d'Alost.

J'y vis arriver des trains remplis de pauvres exilés dont la vue était navrante : des wagons à marchandises souvent bondés d'impotents, d'orphelins, de malades, de vieillards des hospices et des établissements de bienfaisance. A cette occasion Gand fut à la hauteur de sa tâche charitable.

Mais bientôt l'afflux devint si intense qu'il fallut aviser aux moyens de faire partir le trop-plein des réfugiés pour Ostende, d'où ils furent embarqués pour l'Angleterre.

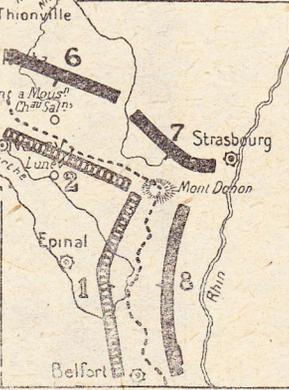
La Grande Bretagne s'intéressait déjà au sort de nos malheureuses populations. On y avait fondé notamment un comité, l'« Anglo-Belgian Relief Fund », dont nous parlerons plus longuement lorsque nous aurons à décrire le grand exode du mois d'octobre.



POSITION DES ARMEES AU MOIS D'AOUT 1914.

FRANCE : N° 1, 1^{re} armée (général Dubail). — N° 2, 2^e armée (général de Castelnau). — N° 3, 3^e armée (général Ruffey). — N° 4, 4^e armée (général de Langle de Cary). — N° 5, 5^e armée (général Lanrezac). — A. Corps d'armée anglais (général French) à partir du 22 août.

ALLEMAGNE : M. Armée de la Meuse (général von Emmich). — 1, 1^{re} armée (général von Klück). — 2, 2^e armée (général von Bülow). — 3, 3^e armée (général von Hausen). — 4, 4^e armée (duc de Wurtemberg). — 5, 5^e armée (Kronprinz). — 6, 6^e armée (Kronprinz de Bavière). — 7, 7^e armée (général von Heeringen). — 8, Division d'armée commandée par le général von Deimling.



L'aile gauche était constituée par la 6^{me} et la 7^{me} armées qui commandaient le Kronprinz de Bavière et von Heeringen.

En outre il y avait encore des troupes de la Landwehr en Alsace, devant les Vosges.

Cette ligne formidable devait donc pivoter autour de l'aile gauche, qui se heurta bientôt à la position fortifiée Verdun-Toul-Epinal-Belfort. Ce furent principalement l'aile droite et le centre qui exécutèrent cette manœuvre. Au début du mois d'août ils formaient un front allant du nord au sud, de Liège à Verdun, et le 6 septembre se trouvaient dans le nord de la France, de Verdun à Meaux, dans la direction est-ouest.

Ils avaient opéré leur marche à travers la Belgique et le nord de la France.

Nous avons vu que notre armée dut se replier vers Anvers devant ces forces ennemies, après leur avoir barré la route jusqu'au 19 août. C'est alors que ces troupes rencontrèrent les Français et les Anglais dans le sud de notre pays. Les effectifs ennemis avaient donc fourni le longues étapes, tout en combattant.

Où étaient-ils les Français?

N'auraient-ils pas pu pénétrer plus avant en Belgique, pour se joindre à notre armée avant que celle-ci ne fût forcée à la retraite, et contenir l'aile droite allemande.

Il est de fait que la mobilisation française n'était pas complètement terminée, alors que nous étions déjà engagés dans la lutte. D'autre part, au début de la guerre, une offensive fut entreprise en Alsace.

Mais à ce moment on ne se rendait pas un compte exact de la situation et nous allons voir que ces troupes ne tardèrent pas à être rappelées de l'est afin de conjurer un désastre dans le nord.

L'offensive en Alsace se fit par Belfort. A cet endroit la frontière allemande n'était pas fortifiée.

On espérait entraîner la population alsacienne et des aviateurs lancèrent de vibrantes proclamations dans les contrées annexées en 1870.

En voici un extrait :

Alsaciens et Lorrains,

Depuis plus de quarante ans, les Français, animés comme vous-mêmes d'un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond du cœur les désirs de réparations légitimes.

Aujourd'hui que la guerre lui est imposée par l'Allemagne, la France a pris les armes pour défendre ses libertés menacées.

Comme à l'époque de la grande Révolution, de tous les points du monde lui viennent les sympathies et les vœux, car elle représente, une fois de plus, devant l'univers, le droit et la civilisation.

L'heure de la réparation est venue ; demain, votre terre sacrée sera délivrée pour toujours du joug de l'impérialisme.

Vivent l'Alsace et la Lorraine !

Vive la France ! »

Près d'Altkirch une brigade de la 1^{re} armée, commandée par le général Dubail, rencontra un détachement de garde-frontières allemands, qui se retirèrent.

Les Allemands évacuèrent également Mulhouse, après avoir incendié le dépôt des vivres.

Le 8 septembre les Français entrèrent dans la ville de Mulhouse.

On se rappelle encore les informations sensationnelles de Paris à ce sujet.

La population de Mulhouse, disaient-elles, acclamait

Les armées allemandes continuaient à traverser le pays, au cri toujours répété de « Nach Paris ! »

Quant à notre armée, elle restait dans l'enceinte fortifiée d'Anvers, prête à exécuter sa deuxième grande sortie. Mais pour en saisir toute l'importance et afin de retracer avec ordre la suite des opérations militaires, il nous faut suivre les puissantes armées ennemies dans leur marche vers le sud.

LES OPERATIONS EN FRANCE

L'offensive en Alsace-Lorraine — Atrocités dans le département de Meurthe-et-Moselle — Chute de Longwy La retraite.

« Où sont les Français ? Où sont les Anglais ? »

C'était la question que l'on se posait sans cesse, dans la Belgique septentrionale.

La relation du siège de Namur nous a permis de constater qu'il y avait bien réellement des troupes alliées en Belgique.

Nous avons brièvement esquissé la retraite des Français près de la Sambre et celle des Anglais à Mons pour autant que ce récit était nécessaire à la description détaillée du martyre enduré par notre malheureuse population wallonne.

C'est le moment d'exposer ces faits d'une façon plus détaillée.

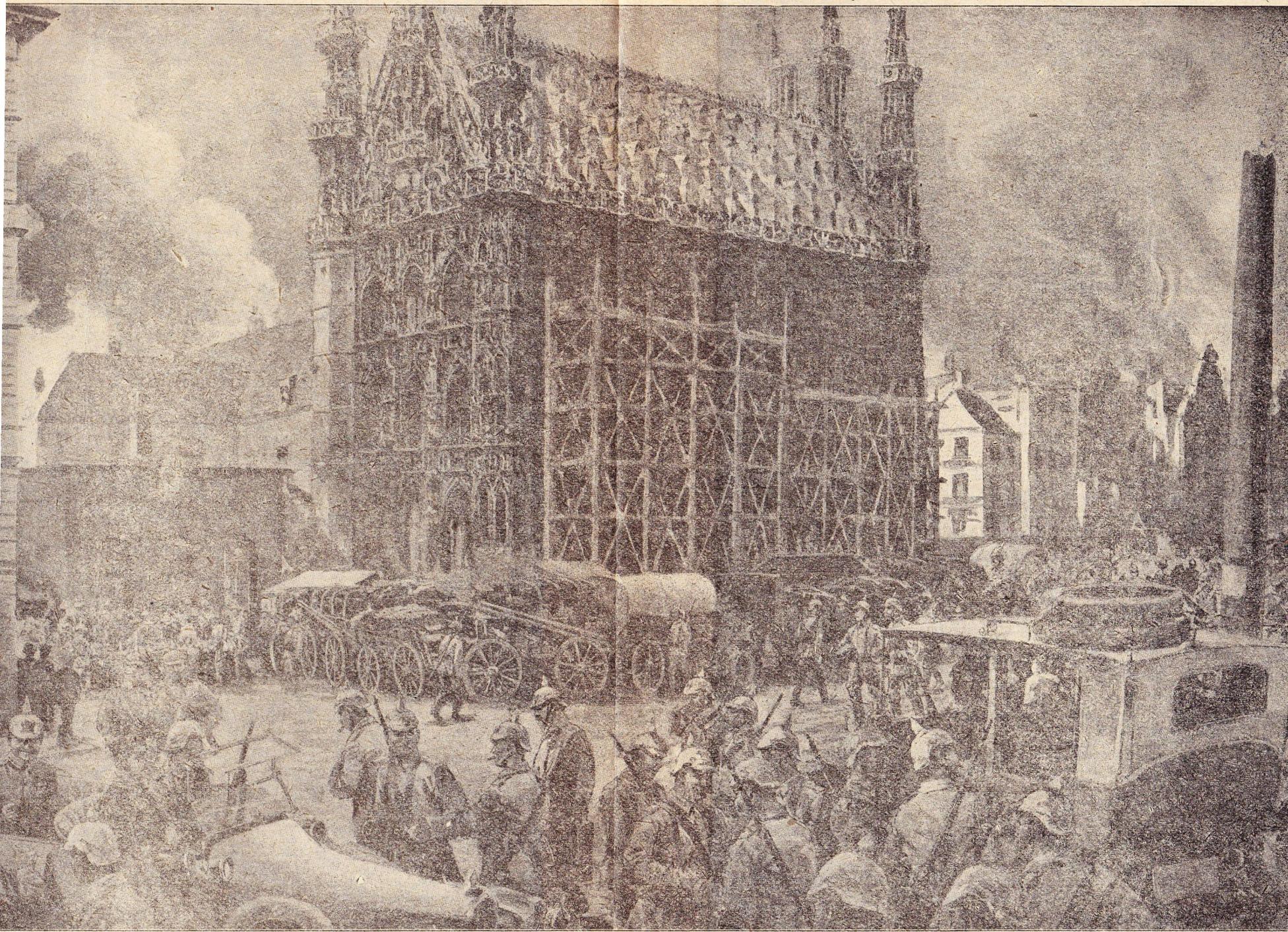
Où étaient les Français ?

Suivons d'abord l'avance parallèle des Allemands sur tout le front.

Jusqu'à présent nous ne nous sommes occupés que de leur aile droite, nous étant bornés exclusivement aux principaux événements qui se sont déroulés, au début de la guerre, dans notre petit pays si lâchement attaqué.

L'aile droite allemande comprenait la 1^{re} et la 2^{me} armées, commandées respectivement par von Klück et von Bülow. Ces troupes avançaient dans l'Entre-Sambre-et-Meuse vers la frontière française au nord. Venait ensuite le centre, groupant la 3^{me}, la 4^{me} et la 5^{me} armées, commandées par von Hausen, Albrecht duc de Wurtemberg et le Kronprinz.

Le centre franchit la frontière nord-est de la France entre la Meuse et la Moselle.



Les Allemands à Louvain.

ses libérateurs. On embrassait les soldats. On brûlait les écussons allemands, on effaçait les inscriptions allemandes. Les garde-frontières d'Altkirch étaient devenus une armée entière.

Puis on répandit le bruit que l'Alsace s'était soulevée totalement contre l'Allemagne.

Il est certain qu'une partie de la population fit aux troupes un accueil chaleureux, mais la situation n'était pas telle qu'on voulait la décrire.

« Les Allemands ne vont-ils pas revenir ? » se demandait-on avec angoisse.

L'artillerie française prit position sur le Reberg.

Peu après l'occupation française, les obus sifflaient au-dessus de la ville de Mulhouse, et la population anxieuse chercha un abri dans des bâtiments solides.

Les troupes allemandes arrivèrent bientôt et un engagement eut lieu près de Burzweiler. La lutte fut assez chaude.

Les Français durent ramener leur artillerie en arrière et évacuer Mulhouse, après l'avoir occupée pendant 36 heures seulement.

Les régiments allemands firent une entrée retentissante et furent acclamés à leur tour. Mais peu après les Prussiens arrêterent un grand nombre de personnes

qui avaient manifesté une trop grande sympathie envers les libérateurs.

Cette fois ce furent les Allemands qui lancèrent de solennels bulletins de victoire. Les Français, disaient-ils, avaient subi de lourdes pertes. Elles s'élevaient en réalité à 10 officiers, 500 soldats prisonniers et 4 canons. Mais von Stein ajoutait : « Le sol allemand est purgé d'ennemis ».

Et pendant ce temps les Belges arrosaient de leur sang le pays de Liège.

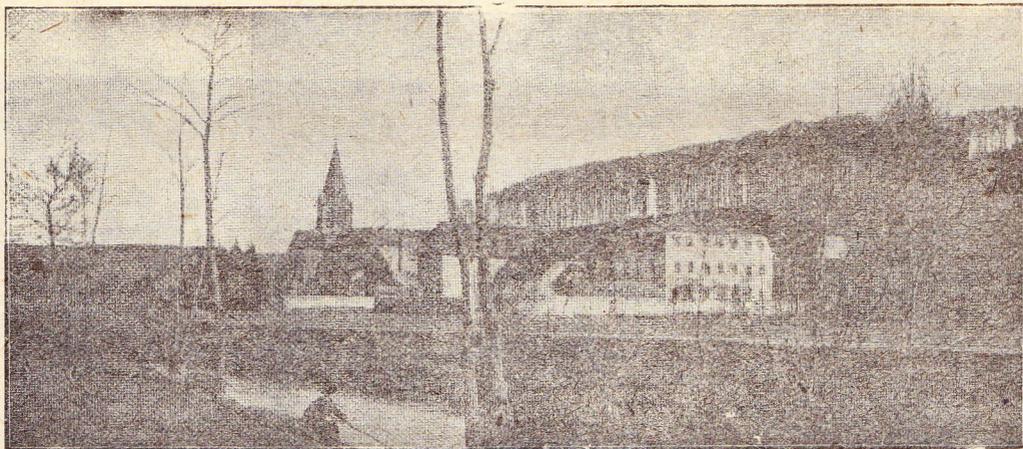
Les Français avaient aussi déclenché une offensive plus au nord, en Lorraine. Depuis le 7 août, la 2^{me} armée, commandée par le général de Castelnau, s'était

déployée en face de la frontière et couvrait Nancy, Lunéville et Epinal.

Le 14 août elle se mit en mouvement.

Le 20^{me} corps de Nancy, sous les ordres de Foch, flanqué sur la droite par le 15^{me} corps (Marseille) et par le 9^e corps (Tours) sur la gauche, s'élança à l'assaut des positions allemandes au nord de la frontière. L'ennemi opposa une vive résistance et ses mitrailleuses semèrent la mort dans les rangs des Français. Le 15^{me} corps fut rejeté près de Lagarde.

Néanmoins les Allemands se replièrent et évacuèrent Vic, Moyen-Vic et Château-Salins. Quel pouvait être le but de cette tactique ?



Vue d Altkirch.

Les Français poussèrent plus loin et franchirent même la frontière. Le 20^{me} corps avait pour objectif Morhange et surtout Bendorf, importante station entre Metz et Strasbourg et point de croisement de cinq voies ferrées. Là se trouvaient les troupes bavaroises du prince Rupprecht.

Les Allemands avaient établi en secret, au milieu des champs, des retranchements presque invisibles à 200 mètres de distance, et qui étaient défendus par une foule de mitrailleuses que desservait des soldats d'élite et par des batteries de canons de toute espèce.

Le 20^{me} corps d'armée s'élança. Dès le premier assaut il essuya des pertes terribles. Mais, avec une superbe bravoure, les Français continuèrent l'attaque.

La mort les guettait de toutes parts. Des milliers de projectiles des mitrailleuses et des canons fauchaient les rangs des assaillants.

Les Allemands avaient sans doute attiré leurs adversaires en cet endroit — où eux-mêmes pouvaient s'appuyer sur Metz — afin de les battre plus facilement !

Les blessés gémissaient, mais les survivants du 20^{me} corps allaient toujours de l'avant. Soudain une contre-offensive se déclencha. Elle partait de Metz. Elle arrêta à gauche le 9^e corps, en l'attaquant dans le flanc ; le 15^{me} corps dut se replier lui aussi, découvrant le flanc du 20^{me} corps.

La 7^{me} armée allemande menaçait les troupes de Foch aussi bien de front que de flanc. Et malgré des prodiges d'héroïsme il fallut battre en retraite. La situation devint critique.

De nombreux blessés furent transportés à Nancy où une panique s'empara de la population. Les armées françaises devaient se replier devant l'ennemi, ce qui après les bonnes nouvelles du début, constituait une amère désillusion. Pendant les journées des 20 et 21 août les Allemands firent environ 10.000 prisonniers et capturèrent 50 canons.

Une certaine confusion régnait parmi les troupes françaises et le 24 août le général Pau dut les réorganiser.

Cette victoire provoqua en Allemagne un grand enthousiasme. On se rappelle de quelle façon on célébrait, à cette époque, une victoire outre-Rhin. Une foule de gens allaient chanter devant le palais impérial à Berlin. On nous apprit qu'aux abords d'une église des milliers de voix entonnèrent « Ein feste Burg » ; qu'à Brunswick, la fille même du Kaiser, debout dans son auto, communiquait le bulletin de victoire à la population ; que les cloches sonnaient et que les écoles étaient licenciées, etc.

Les Allemands conquirent le Mont-Donon et pénétrèrent le 22 août à Lunéville. Ils poursuivaient les Français. Ceux-ci cependant défendaient chaque pouce de terrain le long de la Meurthe.

Le 24 août, la 1^{re} armée du général Dubail y maintint toutes ses positions. Foch entreprit même alors une offensive vers l'est et s'empara des hauteurs de Flainval.

Le 25 août, l'armée du général de Castelnau attaqua l'ennemi.

Les Allemands hésitèrent ; ils n'osèrent pas franchir la Meurthe. Nancy était sauvée.

Le général de Castelnau reçut des renforts de la garnison de Toul et réussit à arrêter les Allemands sur la ligne du Grand-Couronné de Nancy et de Morhange, jusqu'au moment où la bataille de la Marne fut engagée.

Au cours de la guerre on a prétendu à plusieurs reprises, en Allemagne, et dans les pays neutres, que la population française ne fut pas inquiétée. Et on donnait du fait cette explication qu'il n'y avait pas là des francs-tireurs, comme en Belgique ! ! !

Pas d'atrocités en France !

Nous serons bientôt édifiés à ce sujet et nous verrons que Lunéville fut la première victime de la furie allemande.

Evidemment... Les opérations ne marchaient pas selon le désir des Allemands, et il fallait exercer des représailles sur les habitants sans défense. En outre, comme on se trouvait en terre étrangère, il fallait recourir à nouveau au système de la terreur.

Le 25 août — au moment où la marche des Allemands fut arrêtée — des coups de feu éclatèrent soudain à Lunéville. Comme on voit, toujours le même jeu. La population fut accusée d'être l'auteur de cette agression. Et tout aussitôt des maisons furent mises en feu. Bientôt 70 environ flambèrent.

Les habitants cherchèrent leur salut dans la fuite, mais des balles sifflèrent autour d'eux, faisant de 40 à 50 victimes.

Parmi les victimes il y avait un garçonnet de 12 ans, qui fut fusillé et une vieille femme de 98 ans qui fut transpercée à coups de baïonnette.

Le jeune homme s'appelait Dujon. Il voulait se sauver avec sa mère pour échapper à une bande d'infâmes soudards, qui brisaient portes et fenêtres. Il reçut une balle dans le ventre, qui causa une plaie horrible, mettant les entrailles à nu.

Mortellement blessé, l'infortuné resta étendu dans sa maison en flammes et on n'en retrouva plus tard que quelques os calcinés.

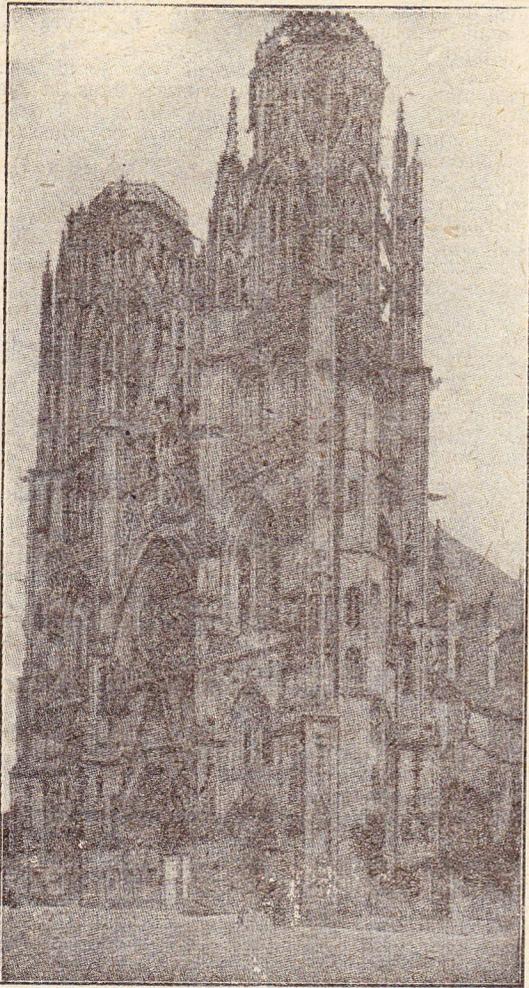
Les Allemands firent également irruption chez une femme nommée Sibille et sans la moindre raison, s'emparèrent de son fils, le lièrent à un habitant nommé Vallon, et les massacrèrent tous deux quelques centaines de mètres plus loin. Le sang coulait des baïonnettes allemandes en forme de scie.

Une partie du personnel de la tannerie Worms se trouvait au nombre des victimes.

La population était sous le coup d'une terreur folle qui s'accrut encore à la suite de proclamations dans le genre de celle-ci :

Défense d'arracher
AUTORITE MILITAIRE ALLEMANDE

Le Maire de la Ville de Lunéville invite formellement les habitants, sous les peines les plus sévères, à



L'église St.-Etienne à Toul.

s'abstenir de tous signaux aux avions ou représentants quelconques des armées françaises.

Il serait très imprudent, même par simple curiosité, de suivre avec trop d'attention les évolutions des appareils qui survolent Lunéville, de chercher à communiquer avec les avant-postes français.

Les sanctions immédiates consisteraient, de la part de M. le colonel Lidl, commandant d'étape, à s'assurer d'un nombre considérable d'otages, aussi bien dans la classe ouvrière que dans la bourgeoisie.

Autant pour empêcher ou réprimer des manœuvres criminelles en temps de guerre que pour assurer la sécurité des troupes allemandes et de la population civile.

Les postes spéciaux de police, munis d'un drapeau blanc, doivent recevoir jour et nuit, les communications qui leur seraient faites à ce sujet.

Le Maire de Lunéville,
KELLER.

Une autre proclamation défendit à tous les habitants des deux sexes de quitter leur maison pour autant que cela n'était pas absolument nécessaire, pour acheter des vivres ou des articles de ménage et pour abreuver le bétail. Quiconque tenterait de quitter la ville de jour ou de nuit serait fusillé.

Citons encore la proclamation suivante :

AVIS A LA POPULATION

Le 25 août 1914, des habitants de Lunéville ont fait une attaque par embuscade contre des colonnes et trains allemands. Le même jour des habitants ont tiré sur des formations sanitaires marquées par la Croix Rouge. De plus on a tiré sur des blessés allemands

et sur l'hôpital militaire contenant une ambulance allemande.

A cause de ces actes d'hostilité, une contribution de 650.000 fr. est imposée à la commune de Lunéville. Ordre est donné à M. le Maire de verser cette somme, en or et en argent jusqu'à 50.000 fr., le 6 septembre 1914, à 9 heures du matin, entre les mains du représentant de l'autorité militaire allemande. Toute réclamation sera considérée comme nulle et non arrivée. On n'accordera pas de délai.

Si la commune n'exécute pas ponctuellement l'ordre de payer la somme de 650.000 fr., on saisira tous les biens exigibles.

En cas de non paiement, des perquisitions domiciliaires auront lieu et tous les habitants seront fouillés. Quiconque aura dissimulé sciemment de l'argent ou essayé de soustraire des biens à la saisie de l'autorité militaire, ou qui cherche à quitter la Ville, sera fusillé.

Le Maire et les otages, pris par l'autorité militaire, seront rendus responsables d'exécuter exactement les ordres sus-indiqués.

Ordre est donné à M. le Maire de publier tout de suite ces dispositions à la Commune.

Hénaménil, le 3 septembre 1914.

Le Général en Chef,
von FASBENDER.

Ce n'était pas tout. La commune devait en outre satisfaire à la réquisition suivante qui était d'importance :

Avis au Maire

ORDRE DE REQUISITION

La Commune de Lunéville fournira jusqu'au 1er septembre 1914, sous peine d'amende de 300.000 fr. en cas de refus ou d'opposition :

1. 100.000 cigares, ou 200.000 cigarettes, ou 5.000 kilos de tabac ;
2. 50.000 litres de vin (en tonneaux ou en bouteilles) ;
3. 1.000 kilos de thé ou de cacao ;
4. 10.000 kilos de sucre ;
5. 1.000 kilos de café torréfié ;
6. 1.000 bas de laine ;
7. Une quantité de savon, de papier de toilette ou de papier coupé, un grand nombre de mouchoirs et de couteaux ;
8. 10 kilos de glycérine ;
9. 10 kilos de graisse.

J'ajoute expressément que tous les objets à livrer doivent être de première qualité et que dans tous les cas contraires la Commune en serait rendue responsable.

Toute réclamation passe pour nulle et non arrivée.
Crion, le 29 août 1914.

Le Commandant en Chef du 1er corps
bavarois d'armée de réserve,
von FASBENDER.

Heureusement cette occupation ne dura que trois semaines.

Les Allemands se servirent aussi de la menace des otages. Et nous verrons ce qu'eurent à endurer ces malheureux otages français.

Voilà donc le second point où se trouvaient les Français, pendant ces journées du 4 au 25 août.

Et en voici maintenant un troisième : dans les Vosges, au nord de Belfort.

Lorsque l'offensive se déclencha en Alsace, les Français passèrent également à l'attaque dans les Vosges, et de nouveau dans la Haute-Alsace. C'est près de Maikirch que les troupes françaises conquièrent le premier drapeau allemand, appartenant au 132^{me} régiment d'infanterie. On l'envoya à Paris.

Le 18 août, les Français étaient maîtres des défilés des Vosges et le 20 août ils livraient bataille à Gerbeville. Mulhouse fut prise, à la baïonnette cette fois.

Les francophiles se montrèrent plus réservés que lors de la première occupation. La seconde ne dura, d'ailleurs, que quatre jours, car les succès des Allemands en Lorraine faisaient sentir leur répercussion en Alsace.



Le général de Castelnau, le vainqueur du Grand-Couronné

Du reste il fallait faire face à d'autres dangers. Dans le nord on pouvait craindre un désastre.

C'était par là que les armées ennemies envahissaient le pays et toutes les troupes disponibles devaient être dirigées sur ce point. Joffre annonça dans un ordre du jour qu'il fallait évacuer l'Alsace pour contribuer à un but général et supérieur. Là, dans l'est, la situation ne devait plus guère se modifier.

Certaines localités du département de Meurthe-et-Moselle allaient connaître des jours vraiment sombres.

Nous avons déjà parlé de Lunéville. Citons encore Gerbeviller. Lorsque les Allemands y entrèrent le 24 août, ce fut la même tactique.

Des 475 maisons que comptait la commune, 20 seulement restèrent debout. Plus de 50 personnes y perdirent la vie. Des soldats firent irruption dans la maison du paisible ménage des époux Lingenheld et saisirent le fils, âgé de 36 ans. La vieille mère demanda grâce pour lui, fit entendre des plaintes et des supplications, mais les brutes lui arrachèrent son enfant, le poussèrent dans la rue et l'abattirent d'un coup de feu.

« Au vieux maintenant ! » crièrent-ils et ils s'élançèrent à nouveau dans la maison.

Le père était un vieillard de 70 ans. Son âge ne put le sauver et il s'affaissa bientôt ; son cadavre tomba à côté de celui de son fils.

La vieille mère sortit en pleurant. Son enfant respirait encore ; elle voulut l'embrasser. Mais les misérables la repoussèrent, arrosèrent de pétrole le mourant et y mirent le feu sous les yeux de la mère...

Un interprète des Allemands a déclaré qu'un père de cinq enfants fut brûlé vif dans sa grange. Mme Rosier raconta qu'elle avait encore entendu le malheureux crier : « Pitié, pitié ! » Mais sa voix fut étouffée par la fumée.

Ainsi qu'à Lunéville on tirait sur les malheureux qui voulaient fuir de leur maison en flammes. Toutes ces atrocités furent commises par les Bavares du général Claus.

A Crevic ils incendièrent 76 maisons, dont celle du général Lyautey.

Et à Nomeny une cinquantaine d'habitants sans défense furent victimes de la barbarie teutonne.

La tragédie qui ensanglanta la maison de M. Vassé est de celles qu'on n'oubliera pas facilement. M. Vassé avait hébergé des réfugiés dans les caves de son habitation.

Le 20 août, vers 4 heures de l'après-midi, une cinquantaine d'Allemands se ruèrent dans la maison, saccagèrent le mobilier et mirent le feu à l'immeuble. Les infortunés sortirent de la cave en poussant des cris de frayeur.

M. Mentré fut assassiné le premier. Son fils Léon fut abattu ensuite avec sa sœur, âgée de huit ans, qu'il tenait dans les bras. Mais le jeune homme n'avait pas été tué sur le coup, et un des forcenés lui plaça le canon de son fusil sur la tête et lui fracassa le crâne d'un coup de feu.

Puis ce fut le tour de la famille Kieffer : la mère fut blessée ; le père, un fils de 10 ans et une fillette de 3 ans, furent fusillés. On eût dit une bande de démons déchainés, car ils tirèrent encore sur le père et les enfants alors que ceux-ci baignaient déjà dans une mare de sang.

Mais la rage des bourreaux n'était pas encore assouvie.

M. Striffer et un des fils de la maison furent également massacrés et Mme Mentré reçut une balle dans la jambe droite, une dans le bras et une au front.

D'autres groupes de soldats se comportèrent d'une manière analogue dans d'autres endroits, se signalant par des beuveries, des pillages et des massacres.

Ces vaillants de la « Kultur » appartenaient aux 2^{me} et 4^{me} régiments d'infanterie bavaroise. Une ignoble nuit d'orgie succéda à cette soirée sanglante.

Et au loin on apercevait la lueur des incendies qui dévoraient les communes de Deuxville, Maixe, Baccarat, Benviller, Enville, Sommerville et Mont, où de pauvres gens sans défense tombèrent également sous les balles et les coups de baïonnette.

Voilà ce qui se passait dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Quant au nord de la France, on osa affirmer qu'il ne s'y commit pas d'atrocités, afin de pouvoir appliquer aux Belges exclusivement l'épithète de francs-tireurs.

Mais les témoignages recueillis par l'enquête officielle ne peuvent être révoqués en doute.

Oui, dans le nord de la France, comme en Belgique, les Allemands ont répandu du sang innocent, et ce sang criait vengeance au ciel.

Hélas ! on eût pu croire à ce moment que l'injustice allait triompher, car la France se trouvait dans une situation critique.

Et malgré tout, les Allemands devaient constater à la longue que leur supériorité ne durerait pas toujours.

Ainsi qu'il a été dit, toutes les troupes disponibles dans l'est furent acheminées d'urgence vers le nord. Une offensive entreprise dans les Ardennes avait échoué également, et, de son côté, la 5^{me} armée française qui s'était dirigée vers la Sambre pour y attaquer les Allemands, avait dû rebrousser chemin.

Nous voici maintenant en état de suivre les opérations subséquentes. Nous avons accompagné l'armée allemande dans sa marche à travers la province de Liège, le Brabant et les Flandres, dans la région de Namur et le long de la Sambre (1^{re} et 2^{me} armées).

Nous avons vu la 3^{me} armée, commandée par von Hausen, quitter Malmédy pour atteindre, en passant par Huy, la ville de Dinant, où elle engagea la lutte avec les Français. On se rappellera que la date du 23 août avait été fixée pour une offensive générale. La 3^{me} armée dut livrer une nouvelle bataille à Dinant.

La 4^e armée, sous les ordres du duc de Wurtemberg, était aux prises avec les Français à Neufchâteau et sur les bords de la Semois, ainsi que nous l'avons appris le récit des atrocités commises dans le Luxembourg. Le 23 août, elle battit ses adversaires à Pali-soul-Neufchâteau et se mit à leur poursuite.

La 5^{me} armée, commandée par le Kronprinz, après avoir traversé le Grand-Duché de Luxembourg, rencontra sur sa route la forteresse d'arrêt de Longwy ; elle la contourna, tandis que l'artillerie lourde établie au nord-ouest, dans des positions situées derrière un bois, la bombardait sans répit.



Charleroi. — Rue Charles II.

Le gros de l'armée dépassa Longwy et refoula les Français qui s'avançaient de Verdun.

Longwy se défendit vaillamment. La population évacua la ville haute, qui fut terriblement éprouvée par le bombardement. La puissance de l'artillerie allemande fut une douloureuse surprise pour l'intrépide garnison. Cinq jours durant les obus ne cessèrent de pleuvoir sur la forteresse. Certains projectiles traversaient les casemates à trois étages. Longwy était sous les ordres du commandant Darché, qui disposait de 3.700 hommes.

Au bout de cinq jours la forteresse dut capituler (26 août). Elle n'avait plus qu'un seul canon en bon état. On comptait 100 morts et 400 blessés, parmi les troupes de la garnison. La ville haute était en ruines.

Le Kronprinz rendit d'abord hommage à la vaillance du gouverneur et lui permit de garder son épée. Il paraît que dans la suite il regretta son geste et on reprit l'épée du commandant, sous prétexte qu'on avait trouvé des balles dum-dum dans les munitions de la forteresse.

La 5^{me} armée continua sa marche, mais se heurta à la résistance opiniâtre de la 3^{me} armée française, commandée par Ruffey, et finit par être arrêtée définitivement à Verdun, qui devint le pivot autour duquel évoluaient les autres armées.

Nous allons examiner successivement chacune d'elles jusqu'au moment où nous les verrons occuper un front général allant de l'est à l'ouest, de Verdun jusqu'aux environs de Paris. Observons d'abord les 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} armées, que nous avons déjà suivies à Charleroi et dans l'Entre-Sambre-et-Meuse.

LA RETRAITE DE LA SAMBRE — LE TRAITE DE COUILLET — LES 250 TIRAILLEURS FRANÇAIS DE HAYBES — LE SIÈGE DE GIVET

Nous avons déjà vu que les Français durent se replier le long de la Meuse et de la Sambre, et les Anglais, près de Mons et de Binche, devant les 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} armées allemandes.

A Charleroi même il y eut beaucoup de maisons incendiées, mais guère de combats ; toutefois, à un certain moment, la ville fut menacée d'un formidable bombardement, qui aurait pu la détruire de fond en comble.

Lorsque les Allemands y pénétrèrent pour la première fois, il y eut 42 victimes parmi la population. La plupart de ces malheureux succombèrent dans les caves, asphyxiés par la fumée ou brûlés vifs.

Vingt-huit blessés furent soignés dans les ambulances. La première victime qu'on y transporta était un garçonnet, blessé au bras.

Les Allemands tiraient sur les habitants qui fuyaient leurs maisons en flammes. Quelques-uns, sous le coup de la frayeur, sautèrent dans une citerne et se noyèrent.

Cent cinquante-cinq maisons situées sur les boulevards et dans les rues avoisinantes devinrent la proie des flammes. Les dégâts s'élevèrent à 20 millions de francs.

Les Allemands chassèrent devant eux des habitants en les faisant avancer à coups de crosse. Et ils continuaient à tirer dans les rues, sans avoir découvert la présence de soldats français, mais ils craignaient que leurs adversaires ne se fussent retranchés dans les maisons.

Le 22 août fut une journée terrible. La situation était angoissante. On avait appris notamment que sur les terrils de Couillet des canons étaient braqués vers la ville.

Le bourgmestre et un conseiller communal, l'avocat Albert Dulait, résolurent de se rendre en auto au quartier général allemand.

« De suite, nous décidâmes avec le bourgmestre — raconte l'avocat Dulait, dans son ouvrage « Remember » — de nous diriger vers Montignies, de faire brandir un drapeau blanc par celui qui se placerait à côté de mon fils, conducteur de l'auto, et de rédiger une lettre, adressée au général de division, c'est-à-dire au commandant du corps d'armée.

Assis devant son bureau, le bourgmestre écrivit la lettre, dont les termes furent mûrement pesés entre nous.

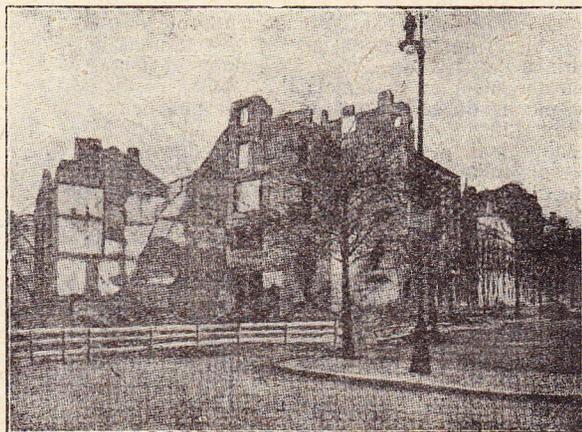
M. Devreux y ajouta à propos une mention spéciale de l'intervention charitable de la ville de Charleroi, lors d'une catastrophe minière en Allemagne et annexa à notre lettre la lettre de remerciements que le consul d'Allemagne avait adressée à la ville au nom de l'Empereur d'Allemagne.

Nous nous rendîmes au salon. M. Emile Buisset, échevin des finances, entra à ce moment. M. Devreux lui dit de nous accompagner. Il accepta sans hésitation.

Nous fîmes chercher un de nos amis, auquel je songeais à raison de sa parfaite connaissance de l'allemand ; éprouvé la veille par l'incendie de sa demeure, il avait pris du service à l'ambulance des Jésuites. M. Louis Smeysters, avec la simplicité qui le caractérise, accepta de nous accompagner et l'auto démarra sous la brise froide. Il était 5 heures et demie du matin.

Au puits Saint-André, aucune sentinelle. L'auto continua jusqu'à la place de Montignies et, au bout de peu d'instant, nous nous expliquâmes les lieux aperçus la veille du haut des toits dans la direction de Montignies-sur-Sambre.

Le village avait subi l'épreuve de la destruction. Les maisons incendiées, les meubles épars, et sur certaines maisons épargnées l'inscription familière aux Allemands : « Gute Leute » (Bonnes gens) transcrite à la craie, nous indiquèrent de suite le passage de l'armée du kaiser.



Charleroi — Boulevard Audent.



Le Kronprinz Rupprecht de Bavière.

Au coin de la place, sur le pavé de Gilly, un cheval mort étendait son corps ensanglanté, affreux, la langue pendante et les yeux vitreux.

L'hôtel de ville, en partie détruit, présentait au fond de la place l'image de la désolation et faisait, à cette scène de dévastation, un fond tragique que punctuaient des rougeurs d'incendie.

Et au coin à droite, se continuait l'interminable file de l'armée allemande au repos.

L'auto s'arrêta brusquement. De chaque côté des portières avait surgi un revolver. Deux soldats, un sous-officier et un officier, nous interpellaient furieusement en allemand, nous sommaient d'arrêter et de descendre.

M. Smeysters expliqua que le bourgmestre et certaines personnalités de Charleroi, porteurs d'un message pour le général de division, sollicitaient une entrevue avec lui.

Il nous fut répondu que nous ne pouvions passer, que l'armée était en bataille, que nous n'avions rien à faire ici, que les civils de Charleroi étaient des misérables qui avaient tiré sur l'armée, etc., etc.

Descendu de la voiture, Smeysters insista avec fermeté et fit valoir que c'était précisément à raison de l'imputation de ces faits, que les autorités de Charleroi désiraient l'entrevue.

Il nous fut répondu par l'officier, en proie à une violente colère, que s'il nous laissait passer, nous ne reviendrions pas vivants. Nous persistâmes et il nous fit signe d'avancer en grommelant.

Nous pûmes de suite nous apercevoir que l'entreprise était difficile.

A chaque pas des sentinelles placées devant les chariots du train que nous longions surgissaient et braquaient sur nous leur fusil en nous menaçant ; nous devions nous expliquer et à la deuxième tentative, un soldat se mit sur le marchepied, criant aux convois de s'écarter.

Nous parvînmes ainsi au pont du canal, en face de la gare de Couillet, non sans avoir vu en descendant, l'horrible spectacle de pauvres gens demandant pardon, levant les mains au bord de leurs demeures en flammes et prisonniers des Allemands. Par-ci, par-là, un cadavre de cheval, partout la désolation et la mort.

Au pont du canal se trouvaient des forces importantes et plusieurs officiers.

On nous arrêta.

Nous expliquâmes de nouveau le but de notre visite.

Après un échange de vues assez bref, un des officiers s'avança et prit place dans l'auto à côté de mon fils et revolver au poing. C'était le lieutenant-adjutant von Hanneken, avec qui nous allions être appelés à terminer toute cette équipée. Grand, blond, élancé, le nez et la bouche impérieux, le ton de commandement poussé jusqu'à la brutalité la plus extrême, il réalisait le type parfait de l'homme de guerre teuton.

Une automobile contenant des officiers et des soldats fut désignée pour nous précéder et nous nous mimas en route.

On traversa le canal, le passage à niveau du chemin de fer, on tourna à droite sur la route de Couillet incendiée, puis brusquement à gauche à travers un grillage qui clôturait le parc du château de Parentville, situé sur le terribles Fiस्ताux, à Couillet.

Je compris que le général avait établi son quartier général au-dessus du terribles.

L'automobile allemande gravit la montée exceptionnellement raide conduisant au sommet du terribles et s'arrêta au milieu. Elle repartit bientôt, mais la nôtre subitement arrêtée dans son élan et chargée de six personnes, ne put le faire qu'en plaçant une cale sous la roue arrière. Pendant que je procédais à cette manœuvre, familière aux chauffeurs, l'officier allemand ne dissimulait pas son impatience, grommelait des jurons entre les dents et maniait nerveusement son revolver.

Parvenus au sommet du terribles, nous descendîmes devant le château, et dans la cour nous vîmes les ordonnances vaquant à divers soins du ménage. Nous suivîmes l'officier qui nous conduisit à proximité du transport aérien des Fiस्ताux, au milieu du camp. Le spectacle ne manquait pas de grandeur. Des automobiles, d'innombrables chevaux tenus à la main ou attachés devant leur pitance, des masses d'infanterie encombraient le terribles ; au haut du terribles, vers Charleroi, on apercevait des caissons d'artillerie. Un espace était réservé aux officiers vers le centre, et nous apercevions, tout au haut de la charpente métallique du transport aérien, un officier supérieur qui, des cartes à la main et muni d'une longue-vue, observait l'horizon.

De temps à autre un coup sourd, le son du canon, dans la direction de Nalinnes, nous rappelait la terrible situation où nous nous trouvions.



Les généraux Joffre, de Castelnaud et Pau.



Le général von Klück.

Von Hanneken annonça le bourgmestre de Charleroi à un officier supérieur qui parlait le français, et celui-ci de s'écrier :

« Ah ! le bourgmestre de Charleroi, vous êtes le bourgmestre de Charleroi ! Mais les habitants de Charleroi ont tiré sur les troupes, M. le bourgmestre, et que venez-vous faire ici ? »

M. Devreux répliqua : « C'est une erreur, nos habitants sont des gens paisibles et sans défense, ils n'ont pas tiré ; si l'on a tiré sur les troupes, ce ne peut être que dans d'autres communes qu'il ne faut pas confondre avec Charleroi, chef-lieu d'un arrondissement populaire et industriel, dont les communes sont très peuplées. »

L'officier protesta. Il se retourna vers les caissons et les désignant du geste : « Si vous n'étiez pas venus, voilà ! les canons sont préparés. »

« La ville de Charleroi devra payer 50 millions. »

Je levai les bras au ciel en m'écriant : « C'est une impossibilité matérielle, la ville est petite et n'a pas de ressources par elle-même. »

A ce moment, l'officier qui se tenait sur la charpente métallique du transport aérien des Usines Solvay, descendit l'étroit escalier de fer et s'approcha des autres officiers.

Il avait une figure énergique et une barbe que des fils argentaient.

D'un ton bref, notre interlocuteur lui expliqua en allemand le but de notre démarche et indiqua le chiffre de l'indemnité qu'il avait fixé.

Le général von Bartfeld, car c'était lui, répondit : « La ville devra payer 10 millions, et ce que je vais dire. »

Ici notre ami, M. Buisset, intervint à son tour et indiqua avec une grande netteté l'état précaire des finances de la ville qui avait de grandes charges, peu de recettes et vivait d'emprunts.

Au cours de cet exposé, un officier, porteur d'un télégramme, s'avança et le remit au général. Celui-ci en prit connaissance et se tournant vers nous, d'un ton théâtral, clama :

« Messieurs, une grande victoire en Alsace, 40.000 Français faits prisonniers. Nous n'avons que des communiqués officiels nous autres. (Wir haben nur offizielle nachrichten) ! »

Il y eut un silence.

Un officier s'avança sous le transport aérien du côté du terril qui faisait face à la route de Philippe-

ville, et nous entendimes aussitôt les hourras des soldats du Kaiser, célébrant la victoire.

M. Buisset ayant continué son exposé de la déresse de la ville de Charleroi, le général insista sur la félonie des civils de Charleroi, et je répétau à ce moment que l'on n'avait pas tiré dans Charleroi sur les troupes allemandes.

Le général von Bartfeld fit appeler successivement deux officiers qui s'avancèrent à cheval et descendirent pour nous parler successivement.

L'un d'entre eux, en proie à cette exaltation propre aux soldats allemands au cours de leurs opérations militaires, répéta que c'était bien de Charleroi qu'on avait tiré. Une carte fut exhibée et l'officier me montra sur celle-ci le point d'où les coups de feu des civils étaient partis.

Je lui fis illico observer qu'il s'agissait d'un point du territoire de Dampremy, situé sur la route de Lodehinsart et non du territoire de Charleroi, qui commence au pont du Viaduc.

Il s'emporta et, revenu devant le général von Bartfeld, je répétau que Charleroi ne pouvait répondre des actes accomplis sur d'autres territoires, et le général répondit, s'adressant à M. Devreux qui m'appuyait :

« M. le bourgmestre, il faut toujours que la ville principale soit responsable. »

Et il ajouta : « Je vais dicter les conditions », d'un ton qui ne permettait pas l'interruption.

Il s'approcha d'une automobile et dicta à un officier, son secrétaire, le Traité de Couillet du 23 août 1914.

Il nous dit alors :

« La ville de Charleroi paiera 10 millions, à raison de 2 millions tous les deux jours, plus les quantités. »

L'un de nous objecta :

« Mais nous ne disposons pas de numéraires, les banques sont fermées. »

Le général répondit :

« On pourra donner des valeurs sûres. »

Je demandai au général ce qu'il entendait par valeurs sûres et je lui citai :

« Par exemple, on pourrait donner des obligations de la Société de Burbach-Esels ? »

Le général me répondit :

« Non pas de sociétés industrielles, avec la guerre, cela ne vaut plus rien (sic), mais des actions de l'Etat, des rentes, des titres de ville. »

J'ajoutai : « Et des Wechsels ? »

« En espèces, en valeurs sûres ou en Wechsels. » (1)

Du coup je respirai et j'entrevis une solution. Puis il s'avança vers une auto, nous le suivîmes.

Il dicta à un officier, son secrétaire, le texte complet et le fit signer par le bourgmestre.

Ensuite il donna des instructions au lieutenant von Hanneken, qui devait nous accompagner jusque Charleroi.

Il dit alors à M. Smeysters : « Vous resterez ici », et il nous dit : « Les indemnités doivent être ici avant 6 heures du soir, et il faut que tout soit à Montignies pour 6 heures... d'ailleurs des canons sont braqués sur Charleroi... »

Louis Smeysters me lança un long regard, je fis quelques pas vers lui et lui dis :

« Tout sera ici pour 6 heures, courage. Je serai là. »

Il respira fortement en me regardant :

« Tu préviendras mes enfants que je ne viendrai pas dîner à midi. »

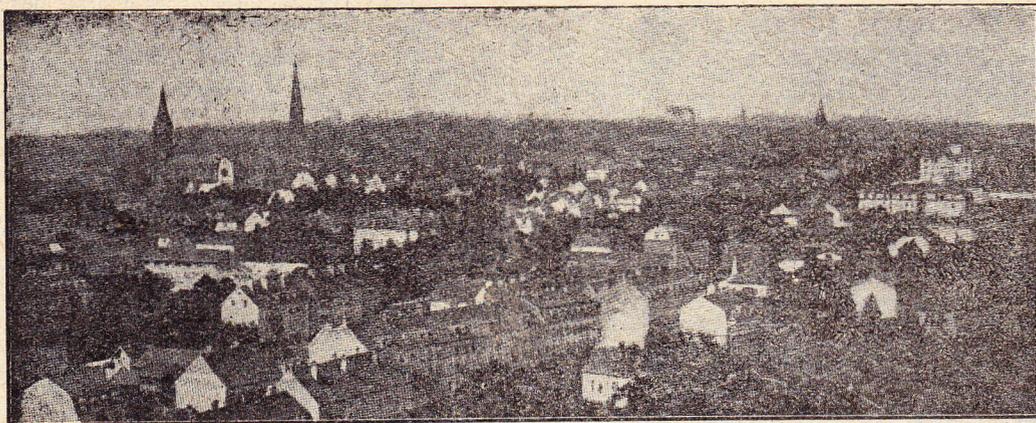
Et nous échangeâmes une poignée de mains qui en disait long sur nos sentiments respectifs.

Déjà von Hanneken nous disait impérieusement de le suivre et nous regagnions notre auto devant le château de Parentville.

Le lieutenant von Hanneken s'assit à côté de M. Devreux dans la voiture et, se penchant vers moi, assis, auprès de mon fils à l'avant, me dit : « Je dois faire saisir à la Banque Nationale et à la Poste quand nous serons à Charleroi. »

L'auto redescendit la pente raide qui constitue l'avenue du château de Parentville, obliqua à droite le long

(1) « Wechsels » en allemand, traites.



Vue de Mulhouse.

de la route de Couillet à Châtelet, puis à gauche, et nous regagnâmes ainsi la place de Montignies.

A chaque instant, d'une voix de tonnerre, le lieutenant von Hanneken hurlait : « Strasse frei ! Strasse frei ! » et les chariots du train ou les soldats s'écartaient parfois avec assez de mauvaise grâce, l'officier devant menacer du revolver pour être obéi.

Arrivés à la place de Montignies, le lieutenant nous ordonna de continuer par la route vers Gilly et auprès d'un terrain vague, où de nombreuses troupes étaient massées, nous fit descendre de l'auto et ordonna de tourner celle-ci sur la route vers la place que nous venions de traverser. Puis, il fit encadrer l'auto par des soldats et fit passer une mitrailleuse devant celle-ci et une autre derrière ; il se mit à la tête d'un détachement devant la mitrailleuse. Un triste cortège, comprenant une vingtaine d'hommes, des civils, pauvres houilleurs liés à l'aide de cordes, s'étant amené, évidemment en vertu d'ordres formels, il commanda de les placer devant la première mitrailleuse et les fit marcher les mains levées, puis m'intima l'ordre de marcher devant et de montrer le chemin. Il me suivait, monté sur un grand cheval bai, et je ne pus m'empêcher de lui reconnaître une allure à la fois martiale et terrible. Arrivés au tournant de la place, l'officier teuton me dit d'un ton de fureur indescriptible et dans son mauvais jargon français : « Si les civils tirent sur les soldats allemands, attention, cochons. »

Et il accompagnait ces paroles d'un geste de son revolver qu'il braquait sur moi.

Un peu plus loin, une maison flambait.

Il me cria de même : « Nos soldats n'ont pas mis le feu à cette maison, ce sont les civilistes belges (sic). » Je ne pus m'empêcher de penser que cela avait bien peu d'importance, vu le nombre de maisons incendiées par les Allemands à Montignies.

Et le sinistre cortège continua.

Un peu plus loin, il cria à M. Devreux, resté dans l'auto, et à M. Buisset, après avoir fait arrêter le détachement : « Mettez-vous à côté de ce monsieur, et vous, M. le bourgmestre, montrez votre écharpe. » M. Devreux se mit à côté de moi ainsi que M. Buisset, et, d'un pas ferme que cadençaient la marche des chevaux de l'escorte, le cortège continua vers Charleroi.

Au moment où il passait à la bifurcation de la rue Saint-Charles, nous fîmes la rencontre d'un détachement escortant au moins quatre-vingts civils prisonniers et attachés l'un à l'autre par des cordes, comme ceux qui nous suivaient. Ils étaient précédés par le bourgmestre de Montignies, M. Helson, et par le curé de ce village.

L'officier commandant le détachement eut un entretien avec von Hanneken et aussitôt les prisonniers reçurent ordre de se joindre à ceux que nous précédions. Nous gravîmes la rue Saint-Charles. Tout était désert. Dès que, plus loin, les rares passants nous apercevaient, ils fuyaient par les rues latérales.

Je réfléchissais en marchant et une confiance abso-

lue en mes compatriotes, le désir d'achever cette œuvre difficile, m'envahissaient tout entier. « Non, me disais-je, on ne tirera pas, et pourquoi tirerait-on ? Tous sont dans la stupeur et la mort. »

Et un immense sentiment de tristesse me gagnait aussi en songeant à ceux qui me suivaient et dont les foyers étaient en cendres ou éplorés.

Nous parvîmes ainsi à l'entrée de la ville de Charleroi vers les boulevards de ceinture.

En arrivant vers le commencement de la rue Saint-Charles, l'officier me cria, toujours en colère :

« Par là, les civils belges ont encore tiré sur nos troupes. »

Chaque fois que j'entendais l'officier m'appeler, je me retournais vers lui et cette fois je le vis désigner les soupiraux d'une cave d'une habitation située à notre droite.

Je repris la marche sans mot dire.

A la sortie de la rue, les Français avaient élevé une barricade en pavés et en terre. Nous dûmes nous écarter pour passer et les canons et leurs attelages longèrent les maisons.

L'officier cria :

« Bourgmestre, pour midi, tout cela doit être remis en place ! »

M. Devreux répondit affirmativement, en indiquant que c'était le fait des Français. Et nous obliquâmes sur le boulevard pour prendre la rue du Gouvernement et longer le Parc.

Au coin de la rue de la Science, M. le doyen Lalieux sortait de son presbytère. L'officier lui fit impérieusement signe de se joindre à nous et il le fit, la mort dans l'âme.

Nous arrivâmes sur la place de la Ville-Haute. Les soldats envahirent la place, les batteries s'arrêtèrent sur celle-ci, le détachement d'infanterie se plaça sur le trottoir le long de l'hôtel de ville et nous vîmes arriver, sans une hésitation, M. Falony et M. Robert Dulait, qui venaient nous assister.

Von Hanneken demanda une salle pour y placer les otages. Je les fis entrer dans la salle située en face de la porte d'entrée de gauche de l'hôtel de ville, mais, craignant des évasions, il les fit placer directement dans le hall d'entrée.

Von Hanneken, aussitôt arrivé, déclara qu'il fallait empêcher le retour des atrocités commises par les civils (sic), et voulut que l'on rédigeât une affiche à ce sujet.

Entré dans un bureau de l'hôtel de ville, j'écrivis sous sa dictée la rédaction défectueuse ci-après :

« Celui qui blessera ou tirera un soldat allemand sera immédiatement fusillé » (sic).

A ce moment, von Hanneken, se penchant sur moi et ponctuant du doigt la fin de la phrase, dit sèchement :

Ajoutez : « et sa maison sera incendiée ! »

J'ajoutai...